

print

## « Coup d'état » contre les médias audiovisuels publics : Quand les Grecs étaient Vénézuéliens

De [Maurice Lemoine](#)

Global Research, juin 14, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/coup-detat-contre-les-medias-audiovisuels-publics-quand-les-grecs-etaient-venezueliens/5339009>

Le mardi 11 juin, peu après 23 heures, les chaînes de la radio et télévision publiques grecques *Ellinikí Radiofonía Tileóراسi* (ERT), considérées, à tort ou à raison, comme des bastions de la gauche, ont brusquement cessé d'émettre, le gouvernement conservateur d'Antonis Samaras ayant envoyé la police déconnecter de façon expéditive le principal émetteur situé sur une montagne, près d'Athènes. Forte de deux mille sept cents salariés, ERT appartient aux organismes d'Etat qui doivent être « restructurés » en vertu du protocole d'accord signé entre la Grèce et ses bailleurs de fonds de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) – laquelle exige la suppression de deux mille emplois d'ici à la fin juin.

Confronté lui aussi, dans un contexte différent, mais non moins « néolibéral », à ce que le parti d'opposition de gauche Syriza a légitimement qualifié de « coup d'Etat », le peuple vénézuélien a trouvé en son temps la réponse en remettant lui-même en marche ses médias.

Nous sommes le 11 avril 2002. Electoralement minoritaire, la droite vénézuélienne manifeste massivement dans les rues de la capitale. Elle veut un pays à sa mesure et, tout comme Washington, qui hait Hugo Chávez et la soutient sans s'en cacher, rêve de dirigeants qui lui ressemblent et de politiques qui lui conviennent. Toute cette affaire pue le pétrole et la conspiration. Aux ordres du maire du grand Caracas Alfredo Peña, la Police métropolitaine ne s'oppose pas à la marche qui, détournée de son trajet initial et autorisé, se dirige vers le palais présidentiel pour en sortir le président élu – elle lui ouvre même le chemin. En « allumant » de manière indiscriminée tous ceux – « chavistes » et « non chavistes » – qui passent à leur portée, des francs-tireurs provoquent le chaos. A partir de 14 h 30, on évacue les premiers blessés.

Dès 14 heures, livrant une bataille de la communication inégale face aux médias commerciaux inconditionnellement acquis à la sédition, la chaîne de télévision nationale – *Venezolana de Televisión* (VTV), également connue sous le nom de Canal 8 – a appelé les « bolivariens » à se mobiliser pour défendre la révolution. A 15 h 45, Chávez y lance un appel au calme (1). « *J'appelle le peuple vénézuélien, tous les secteurs, au calme, à la pondération, à la réflexion, à tous, ceux qui m'appuient et mes adversaires, et ceux qui sont indifférents... Ici, il y a une tolérance à l'épreuve de quasiment tout. Mais la tolérance a ses limites. La seule tolérance à l'épreuve de tout, seul un mort peut l'avoir, parce que même un arbre ne tolère pas tout...* » Par la voix du gouverneur de l'Etat de Miranda, l'opposant Enrique Mendoza, la petite tribu violente et antidémocratique réagit : il faut faire taire cette chaîne de service public. Prise d'assaut, VTV sera réduite au silence à 22 heures par la Police métropolitaine qu'accompagnent des journalistes et des cameramen de *Globovisión*, qui annoncent en direct que la chaîne publique « *a été abandonnée par ses journalistes et ses employés* ». Lesquels viennent d'être expulsés de leur lieu de travail et renvoyés chez eux manu militari.

Désormais seuls en lice, les médias privés imputent la responsabilité des dix sept morts et des centaines de blessés provoqués par les francs-tireurs au chef de l'Etat. Des officiers du haut commandement de l'armée et de la Garde nationale utilisent l'accusation comme prétexte pour exiger son départ. Le rapport de forces semble basculer. Dans la nuit, et pour éviter un bain de sang, le président se rend et est emprisonné.

Le 12 avril, à 7 heures du matin, dans son studio de la chaîne *Venevisión*, le présentateur-vedette Napoleón Bravo se penche vers la caméra : « *Vous vous demandez à quoi ressemble la démission de Chávez ? D'abord à une lettre. Je vais vous lire la lettre qu'il a signé : "En me basant sur l'article 233 de la Constitution de la République, je présente au pays ma démission irrévocable à la charge de Président de la République, charge que j'ai occupée jusqu'à aujourd'hui, 12 avril 2002. Fait à Caracas le 12 avril 2002, 191e année de l'Indépendance et 142e de la Fédération. Hugo Chávez."* » Un mensonge de la taille du soleil ! Jamais le chef d'Etat n'a démissionné. Mais qui pourrait en informer le pays ? Toutes les chaînes privées – *Venevisión, Globovisión, Televen, RCTV* – reprennent la thèse.

Et les chefs de service y martèlent leur doctrine en matière de liberté d'expression : « *Pour ceux qui n'auraient pas compris, je répète : la direction interdit formellement qu'aucune personnalité de l'ancien régime apparaisse à l'écran (2).* » La presse écrite – *El Nacional, El Universal, Tal Cual*, etc. – diffuse la même version des faits.

Ce 12 avril, le patron des patrons Pedro Carmona s'autoproclame président de la République et dissout tous les pouvoirs constitués. Finis réforme agraire, loi de la pêche, loi sur les hydrocarbures, veaux, vaches, cochons, couvées, toutes ces fantaisies imaginées par « le tyran ». La rationalité économique reprend ses droits : son premier décret supprime d'un trait de plume l'augmentation de 20 % du salaire minimum décrétée par Chávez quelques jours plus tôt. Enfin, le peuple va retrouver la condition à laquelle il n'aurait jamais dû échapper : l'austérité. La Troïka (droite vénézuélienne, Etats-Unis de George W. Bush et Espagne de José Maria Aznar, qui reconnaissent immédiatement l'usurpateur) rugit littéralement de joie.

Un calme monstrueux règne maintenant sur le Venezuela ; à Caracas, trente huit dirigeants populaires sont assassinés. Pourtant, passé le premier moment de stupeur, dans toutes les *barriadas*, on redresse lentement les épaules. Chávez est l'un de ces hommes autour duquel se cimente une classe sociale. Au fil des ans, il a donné à cette multitude une réelle identité. Dès 21 heures, des groupes descendent des quartiers populaires de La Victoria, Colomocagua, Catia, leur Constitution à la main. La police fasciste tourne, mais ils avancent quand même.

La police fasciste réprime, lâche ses flingues et ses chiens, tire pour empêcher les mobilisations. Dans ce pays où, durant les trois années de gouvernement Chávez pas une manifestation n'a été réprimée, des corps tombent, du sang coule à nouveau.

Au matin du 13 avril, des colonnes de fumée huileuse planent au-dessus des toits. Tout au long des rues, des gens crient : « *Vive le comandante Chávez !* » Les téléphones portables se transforment en radio populaire. Les motards en messagers. Des hommes et des femmes, même les vieillards et les éclopés, il en arrive de partout, par colonnes, de l'ouest de la ville, par camions des lointaines périphéries, avec des banderoles, des cris, de la rage, des slogans. « *Vive Chávez ! El pueblo, unido, jamás sera vencido !* » Une clameur monte : « *Au Palais ! Au Palais !* » Mais un doute plane encore, puisque... « *Chávez a démissionné* ».

D'autant que, depuis le début des troubles, et le service public ayant été mis hors d'état de « nuire », les chaînes télévision ne diffusent que des films, des recettes de cuisine, des matchs de base-ball, des dessins animés. Rien sur ces boliviens qui avancent d'un pas ferme, en ombre immense, qui remplissent tout l'espace et continuent d'arriver en flots. Rien sur la prestation de serment avortée du putschiste Carmona, prévue à 13 h 30, au Palais de Miraflores, repris par la Garde présidentielle, demeurée fidèle au chef de l'Etat. Rien sur les parachutistes de Maracay qui, aux ordres du général Raúl Isaías Baduel, entendent faire respecter la Constitution.

Le premier des chavistes passés à la clandestinité à réapparaître à Miraflores s'appelle William Lara, président de l'Assemblée nationale. Les ministres Aristóbulo Istúriz, María Urbaneja, Maria Cristina Iglesias et Ana Elisa Osorio arrivent peu après. Puis Cilia Flores et (l'actuel président) Nicolas Maduro. Mais le peuple, et en particulier l'intérieur du pays, ne le sait toujours pas. Les médias locaux continuent à verrouiller l'information et, sur CNN, qui l'interroge par téléphone, Carmona vient encore d'affirmer qu'il se trouve au palais présidentiel et qu'il contrôle la situation.

« *Si nous reprenons le contrôle du Canal 8, nous résolvons le problème* », estime le ministre de l'éducation Aristóbulo Istúriz, convaincu de ce que la remise en route de la chaîne permettrait d'informer tant la population que la communauté internationale sur le fait que Chavez n'a pas démissionné et qu'il est emprisonné dans un lieu inconnu. Chargé de la sécurité du chef de l'Etat, le colonel Jesús del Valle réagit immédiatement et c'est l'un de ses compagnons d'armes, le colonel Zambrano, qui se charge de l'opération. Dans l'impossibilité de disposer des hommes qui ont repris Miraflores et ne peuvent s'en éloigner, ni d'autres troupes, soit contrôlées par les généraux putschistes, soit encore indécises dans leur analyse de la situation, celui-ci passe une série de coups de fil aux cercles boliviens de Petare. Il les connaît depuis qu'il a participé au Plan Bolivar (3), dans leur quartier.

« *Vous voulez que Chávez revienne ? Je fais partie des militaire loyaux. Allez me chercher du monde pour reprendre VTV.* » Il contacte également les gens de Catia TV, une chaîne de télévision communautaire du quartier populaire du même nom, née grâce au projet d'intégration sociale de la révolution bolivarienne et que dirige alors Blanca Eekhout (qui deviendra plus tard ministre de la communication et de l'information, et qui est aujourd'hui vice-présidente de l'Assemblée nationale).

Lorsque le colonel parvient à Los Ruices, au siège de la télévision, trois mille personnes y sont déjà présentes, arrivées en hâte de La Victoria, de Catia, Guarenas, Guatire et surtout Petare. L'officier plonge parmi eux : « *Je n'ai pas de soldats. Mes soldats, c'est vous. Je vous garantis que cette chaîne fonctionnera bientôt. Mais vous devez rester là pour me protéger.* » Les deux minutes suivantes s'écoulent en discussion intense avec le chef des membres de la Police métropolitaine placés là pour surveiller les installations. « *Regarde. Il y a ici cinq mille personnes. Et il en arrive de partout. Je rentre. Je n'ai pas d'arme et ces gens ne sont pas armés non plus. Ce qu'ils veulent c'est que la chaîne fonctionne. Si tu ne nous laisse pas faire, tu es responsable de ce qui va arriver.* »

Une débâcle dans les règles étant en définitive moins éprouvante qu'une tentative de résistance dont le résultat est particulièrement loin d'être garanti, les policiers s'inclinent.

Des ombres s'agitent rapidement dans les studios et en régie. Il y a déjà des gens qui travaillent. Sauf que personne ne sait comment remettre ce fourbi en route. Les *escualidos* (4) ont bousillé quasiment tout l'équipement. Les *muchachos* des médias communautaires, *Catia TV* et *Ávila TV*, font appel à leurs compétences

techniques. L'un se penche sur une caméra, l'autre s'agite dans la production. Ils commencent à reconnecter les câbles, à essayer les plugs, les matériels, les caméras. Averti, le président de VTV Jesús Romero Anselmi apparaît, ainsi que le personnel, rameuté par téléphone. A 20 h 05, un cri retentit : « *On reprend l'antenne, tout est OK.* »

A l'extérieur, compacte, dense, la foule des citoyens protège l'opération.

Personne ne bouge, y compris après que, à 20 h 12, des dirigeants chavistes aient annoncé que le *comandante* n'a pas démissionné, qu'ils contrôlent Miraflores et que le fil constitutionnel est rétabli. Le silence est rompu, l'incertitude pulvérisée.

Dans tout le pays, l'espoir prend le dessus sur le doute, la population exulte, remplit les espaces, sort en flots débordants. A Caracas, débordée par le nombre, la police métropolitaine se débande. Une main géante se referme sur la nuque des généraux félons et de Carmona : dans la nuit, un commando va libérer le président Chavez, maintenu prisonnier dans l'île de La Orchila.

Ce jeudi 13 juin 2013, dans le cadre d'une journée de grève générale appelée par les deux principaux syndicats grecs, du privé et du public, la principale banderole déployée devant le grand bâtiment de la Radio Télévision Hellénique appelle les citoyens « *à ne pas rester sans réaction* » car « *on brade tout* ».

**Maurice Lemoine**

*Auteur de Chávez Presidente !, Flammarion, Paris, 2005 et de [Sur les eaux noires du fleuve](#), don Quichotte, Paris, 2013.*

1 Obligés par la loi à retransmettre également l'allocution, les médias privés coupent leurs écrans

en deux pour diffuser, en même temps, les images de la manifestation.

2 Lire Chávez Presidente !, Flammarion, Paris, 2005.

3 Série de programmes sociaux menés en 1999 et 2000, avec l'aide de l'armée.

4 Les freluquets : sobriquet dont Chávez affublait ses opposants.

Copyright © 2013 Global Research